



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/7/Add.14\*  
11 septembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
Points 10 et 107 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ  
DE L'ORGANISATION

Renforcement du système des Nations Unies

Incidences sur le budget-programme du projet de  
résolution A/49/L.68

Quinzième rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires

1. Conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état, présenté par le Secrétaire général, des incidences du projet de résolution A/49/L.68, relatif au renforcement du système des Nations Unies sur le budget-programme (A/C.5/49/71). Au cours de cet examen, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des informations complémentaires.

2. L'objet du projet de résolution est indiqué au paragraphe 1 de l'état présenté par le Secrétaire général. Le Comité consultatif note qu'aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale déciderait, entre autres, de créer un groupe de travail de haut niveau à composition non limitée qui procéderait à un examen approfondi des études et rapports établis par les organes compétents des Nations Unies et des propositions soumises par les États Membres et les observateurs, ainsi que des études et rapports présentés par des commissions indépendantes, des organisations non gouvernementales, des institutions, des spécialistes et d'autres experts, sur des sujets concernant la revitalisation du système des Nations Unies, son renforcement et sa réforme. Aux termes du paragraphe 4 du projet de résolution, le Groupe de travail serait prié de commencer ses travaux de fond au cours de la cinquantième session de l'Assemblée

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

générale, et de présenter un rapport sur ses travaux avant la fin de ladite session.

3. Le Comité consultatif note également que, aux termes du paragraphe 5 du projet de résolution, le Secrétaire général serait prié de fournir, dans les limites des ressources existantes, complétées par un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires, toute l'assistance nécessaire au Groupe de travail, notamment les installations et les services d'appui. Le Comité consultatif s'est renseigné sur le montant des contributions volontaires annoncées ou reçues, mais n'a pas reçu les informations demandées.

4. Se fondant sur les hypothèses présentées aux paragraphes 3 à 6 de l'état des incidences sur le budget-programme qu'il a présenté (A/C.5/49/71), le Secrétaire général estime que le montant total des ressources nécessaires pour 1995 s'élèverait à 451 100 dollars, tandis que les ressources prévues pour 1996 se situeraient à 1 673 400 dollars pour un montant estimatif total de 2 124 500 dollars pour 1995 et 1996. On trouve la répartition des dépenses au paragraphe 7 de l'état présenté par le Secrétaire général. D'après cet état, sur le montant total de 2 124 500 dollars, 288 400 dollars ont été prévus pour les dépenses de personnel, 500 000 dollars pour les consultants et 1 336 100 dollars pour les services de conférence.

5. En ce qui concerne les services de conférence, le Comité consultatif note qu'aux termes de l'alinéa a), paragraphe 3, de l'état présenté par le Secrétaire général, avant de siéger au cours de la cinquantième session de l'Assemblée, le Groupe de travail se réunirait, toutefois, pendant la quarante-neuvième session pour examiner des questions d'organisation. Le Comité consultatif note également qu'aux termes de l'alinéa b), paragraphe 3, s'il est vrai que le Groupe de travail doit encore déterminer la fréquence de ses réunions, aux fins de budgétisation, on suppose qu'il tiendrait un nombre limité de réunions à New York au cours de la période allant de septembre à décembre 1995. Du 1er janvier à fin septembre 1996, on suppose qu'il tiendrait une ou deux séances par semaine, soit au total un maximum de 78 réunions. D'autres informations concernant la documentation et les besoins en matière de services d'interprétation figurent aux alinéas b) et e) du paragraphe 3 de l'état présenté par le Secrétaire général.

6. Comme indiqué aux paragraphes 8 et 10 de l'état présenté par le Secrétaire général, on ne compte pas devoir ouvrir de crédits supplémentaires au titre des services de conférence car le budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 contiennent tous deux des ressources pour des réunions qui seraient ajoutées aux réunions déjà inscrites au calendrier des conférences. Néanmoins, comme il est précisé au paragraphe 8, les possibilités de financement sont subordonnées à la condition que le nombre et la répartition des réunions soient conformes au schéma des années précédentes. Toutefois, à cet égard, lorsque le Comité consultatif a examiné lui-même le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, il s'est révélé que la demande de crédits au titre des services de conférence dépassait les moyens disponibles. Selon le Comité consultatif, il est donc difficile pour le moment d'évaluer l'impact des réunions du Groupe de travail sur la capacité des services de conférence.

7. En ce qui concerne les dépenses de personnel, le montant estimatif figurant au paragraphe 7 du rapport du Secrétaire général s'élève à 288 400 dollars pour 1995 et 1996. Comme indiqué au paragraphe 5 du rapport, on estime qu'il faudrait disposer d'effectifs supplémentaires (trois mois de travail d'un P-5, d'un P-4 et d'un agent des services généraux) pour entreprendre les activités prévues pour 1995, alors que, pour 1996, on estime qu'il faudrait prévoir neuf mois de travail des trois fonctionnaires des classes susmentionnées. Les fonctions qui seraient remplies par les fonctionnaires (catégories des administrateurs et des services généraux) sont indiquées au paragraphe 6 du rapport du Secrétaire général. D'après les informations dont il dispose, le Comité consultatif estime qu'un seul fonctionnaire de la catégorie des administrateurs et un agent des services généraux suffiraient pour remplir ces fonctions de façon satisfaisante.

8. Comme indiqué au paragraphe 9 du rapport du Secrétaire général, il est proposé de recourir à des services de consultants pour contribuer aux services fonctionnels à fournir pour les réunions du Groupe de travail, les dépenses étant imputées sur le fonds d'affectation spéciale devant être créé. Le Comité consultatif souligne que les services décrits à l'alinéa e), paragraphe 3, du rapport du Secrétaire général peuvent être fournis en ayant recours à des compétences déjà disponibles au Secrétariat. Le Comité consultatif espère que l'on ne ferait appel à des consultants que pour fournir des compétences qui n'existent pas au Secrétariat, quelle que soit la source de financement utilisée.

9. Le Comité consultatif note au paragraphe 6 du projet de résolution que l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session de l'Assemblée générale comporterait une question intitulée "Renforcement du système des Nations Unies". Le Comité consultatif pense que lorsque cette initiative de l'Assemblée générale sera menée, l'on passera par la procédure normale de consultations pour les questions mettant en jeu les autres organismes des Nations Unies.

10. Le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que, au cas où elle adopterait le projet de résolution A/49/L.68, aucune ouverture de crédit additionnel ne devrait être demandée au budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995.

11. En ce qui concerne l'exercice biennal 1996-1997, le Comité consultatif note que, selon le paragraphe 10 de l'état présenté, le Secrétaire général compte soumettre à l'Assemblée générale des prévisions de dépenses révisées pour 1996-1997 "pour financer le personnel supplémentaire chargé d'assurer le service du Groupe de travail en 1996". Le Comité consultatif estime que cette demande irait à l'encontre des dispositions du paragraphe 5 du projet de résolution.

-----